

Accord professionnel
MULTISERVICE IMMOBILIER

AVENANT N° 1 DU 20 MARS 2012
À L'ACCORD DU 31 DÉCEMBRE 2010
RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS MINIMALES
NOR : ASET1250961M

Entre :

Le SYPEMI,

D'une part, et

La CGT-FO ;

La CFTC ;

La CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Par le présent avenant, les parties conviennent de modifier, comme ci-après, les articles 4, 6 et 10 de l'accord sur les salaires minima du 31 décembre 2010 :

« Article 4

Salaire mensuel minimum garanti de base (SMMGB)

Pour le niveau I, échelon 1 et échelon 2, il est institué un salaire mensuel minimum professionnel garanti de base (SMMGB), payé indépendamment de toute prime ou élément de rémunération à périodicité différente de celle du mois.

Il est égal à :

– 1 400 € par mois de travail à temps complet pour le niveau I, échelon 1 ;

– 1 421 € par mois de travail à temps complet pour le niveau I, échelon 2.

L'écart entre le SMMGB des niveaux I.1 et I.2 ne peut être inférieur à 1,35 % . »

« Article 6

Montants des rémunérations minimales ETAM et cadres

(En euros.)

NIVEAU	MONTANT
Ouvriers, employés, techniciens, agents de maîtrise	
Toutes filières	
I.1	16 812

NIVEAU	MONTANT
I.2	17 036
II.1	17 273
II.2	17 834
Multiservice	
III.1	17 873
III.2	18 857
III.3	19 079
IV.1	19 673
IV.2	20 019
V.1	20 736
V.2	21 475
V.3	22 163
VI.1	22 657
VI.2	24 041
Multitechnique, administratif et commercial	
III.1	19 230
III.2	19 480
III.3	19 732
IV.1	21 195
IV.2	21 902
V.1	22 961
V.2	24 112
V.3	25 078
VI.1	26 606
VI.2	28 368
Cadres	
VII.1	25 983
VII.2	28 581
VIII.1	35 336
VIII.2	40 325
VIII.3	46 353
IX.1	55 083
IX.2	64 437

« Article 10

Entrée en vigueur

Le présent accord entrera en vigueur le 1^{er} avril 2012.

Cet accord sera notifié par lettre recommandée à l'ensemble des organisations syndicales représentatives dans le champ d'application de ces accords conformément au droit du travail.

La date de cette notification sera le départ du délai d'opposition, en application de la loi du 4 mai 2004. »

Les autres articles de l'accord sur les salaires minima du 31 décembre 2010 restent inchangés.

Fait à Paris, le 20 mars 2012.

(Suivent les signatures.)